



Conseil économique et social

Distr. générale
28 décembre 2011
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation
des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives**

Déclaration présentée par l'American Cancer Society, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2012/1.



Déclaration

Si l'on se penche sur la question de l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle déterminant dans l'éradication de la pauvreté et de la faim, il convient d'appeler l'attention sur les problèmes posés par les maladies non transmissibles – cancer, maladies cardiovasculaires, maladies respiratoires et diabète – et leur rapport avec la santé, la nutrition, le développement et la pauvreté.

On accepte de plus en plus souvent l'idée que les maladies non transmissibles sont un problème crucial de santé et de développement économique et l'un des nouveaux obstacles majeurs au développement et à l'éradication de la pauvreté. L'ampleur de ce péril vient d'être reconnue dans la Déclaration politique de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, qui a montré, non sans inquiétude, le cercle vicieux par lequel les maladies non transmissibles et les facteurs de risque qui leur sont liés aggravent la pauvreté, tandis que la pauvreté contribue à la hausse du taux de maladies non transmissibles, ce qui compromet la santé publique et le développement économique et social (résolution 66/2 de l'Assemblée générale, annexe). L'importance du fardeau que constituent les maladies non contagieuses et la corrélation avec les questions de développement et d'équité ont également été mises en avant par de nombreux États Membres, des experts et des représentants de la société civile à la Conférence mondiale sur les déterminants sociaux de la santé, organisée par l'OMS à Rio de Janeiro (Brésil) en octobre 2011. Les maladies non transmissibles représentent une charge socioéconomique importante qui ne cesse de croître dans le monde en développement et qui met à rude épreuve et de manière indue les populations et les systèmes de santé et est en grande partie à l'origine de la pauvreté.

Maladies non transmissibles, fardeau pour les femmes des pays en développement

Les maladies non transmissibles sont un fardeau considérable sur le plan sanitaire, social et économique pour les femmes des pays en développement, pourtant on est loin d'avoir pris conscience de leur importance et de leur incidence. Environ 18 millions de femmes meurent chaque année de maladie non contagieuse, ce qui équivaut à 65 % des décès de femmes dans le monde. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, près de la moitié de tous les décès féminins sont imputables à ce type de maladies. Le Centre international de recherche sur le cancer signale environ 6 millions de nouveaux cas de cancer chez les femmes et 3,3 millions de décès par cancer en 2008 et, selon les prévisions, le nombre devrait doubler d'ici à 2030.

Les maladies non transmissibles entraînent la mort prématurée et l'invalidité de femmes qui sont dans la période la plus productive de leur vie, égalant en cela les effets dévastateurs d'autres problèmes de santé féminins, comme les problèmes relatifs à la santé maternelle et les maladies contagieuses. Selon le *Rapport sur la situation mondiale des maladies non transmissibles* (OMS, 2010), les femmes des pays en développement décèdent de maladies non contagieuses à un âge inférieur à celui des femmes des pays développés. Ces maladies sont une cause non négligeable de décès et d'incapacité pour des femmes qui se trouvent dans la période la plus féconde de leur vie, comme indiqué dans *Non-communicable Diseases: a priority for women's health and development* (The NCD Alliance, 2011). D'après un récent

rapport du Secrétaire général (A/66/83), environ 3,3 millions de femmes entre 15 ans et 59 ans meurent de maladie non contagieuse chaque année dans le monde.

Maladies non transmissibles et développement rural

Si l'importance du fardeau que représentent les maladies non transmissibles est plus grande en milieu urbain, ces maladies font également peser une lourde menace sur le développement rural, en l'occurrence :

- *Mauvaise alimentation.* Certains des principaux facteurs de risque habituellement associés aux maladies non transmissibles se multiplient du fait des politiques et pratiques adoptées en matière de développement économique et agricole dans le monde rural. Les modifications de l'alimentation, des modes de consommation et de l'activité économique qui accompagnent le développement rural accentuent les facteurs de risque car les personnes sont exposées à une mauvaise alimentation, une diminution de l'activité physique et un contact plus fréquent avec les produits du tabac. Une mauvaise alimentation (c'est-à-dire « suralimentation ») et l'obésité sont également dues à des pratiques de développement rurales irrationnelles qui ont réduit la possibilité de se procurer des fruits et légumes et portent atteinte à la sécurité alimentaire. Il faut prendre acte du péril que constitue la « double malnutrition », née de la recrudescence de maladies non contagieuses, et en tenir compte dans les stratégies de développement rural. Il faut opter pour des démarches qui favorisent la sécurité alimentaire et permettent aux femmes de pouvoir choisir une alimentation saine afin de protéger leur état nutritionnel et celui de leur famille, prévenir les maladies non transmissibles et parvenir à l'émancipation socioéconomique.
- *Pollution de l'air à l'intérieur des habitations.* Selon l'aide-mémoire n° 292 de l'Organisation mondiale de la Santé (*Pollution de l'air à l'intérieur des habitations et santé*, 2011), la pollution de l'air dans les locaux d'habitation due au feu utilisé pour la cuisine et le chauffage est responsable de 1,6 million de décès annuels par pneumonie, maladies respiratoires chroniques et cancer du poumon; les décès liés à la pollution de l'air intérieur causée par l'utilisation de combustibles solides surviennent principalement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire et parmi les femmes des catégories à faible revenu (surtout en zone rurale). Il est important que les actions de développement sanitaire et économique en faveur des femmes rurales tiennent compte de ce facteur de maladie et d'incapacité sérieux et en grande partie évitable.
- *Cancer du col de l'utérus.* L'exemple le plus frappant des inégalités qui touchent les femmes dans la lutte contre les maladies non contagieuses est celui du cancer du col de l'utérus. Des chiffres de 2008 indiquent que plus de 85 % des nouveaux cas de cancer du col utérin surviennent dans les pays en développement et que presque 90 % des décès dus à ce cancer ont eu lieu dans des pays en développement, comme l'a relevé l'American Cancer Society dans *Global Cancer Facts & Figures* (2011). Cette réalité très inquiétante s'explique par l'absence d'accès à un dépistage et à un traitement précoces du cancer du col de l'utérus, bien que des solutions d'un bon rapport coût/efficacité puissent être mises en place quel que soit le niveau de ressources. La charge engendrée par le cancer du col est plus fortement

concentrée dans les régions rurales où les soins primaires en matière de prévention et de dépistage et l'accès au traitement sont limités. Si l'on souhaite s'attaquer aux effets directs et indirects (par exemple, des systèmes sanitaires surchargés de maladies potentiellement évitables) de ce problème de santé primordial pour les femmes des zones rurales, il faut des politiques et des programmes qui assurent la santé, le bien-être et l'émancipation des femmes. Cela suppose de renforcer les soins de santé primaires et de mettre en application des modèles sanitaires pour les femmes qui s'appuient sur une approche intégrée du cycle de vie, prenant en compte les divers besoins des femmes rurales dans le domaine de la santé.

Nécessité d'améliorer la santé des femmes

La progression des maladies non transmissibles déplace le fardeau des maladies à l'échelle mondiale et fait supporter ce qui a été désigné comme la « triple charge de morbidité » – maladies infectieuses, maladies non contagieuses et problèmes liés à la grossesse – aux femmes et aux systèmes de santé dont elles dépendent, compliquant ainsi notre capacité à garantir aux femmes le droit à la santé. À cela s'ajoute le fait que ces maladies pèsent très lourdement, et de plus en plus, sur les maigres ressources des systèmes de santé.

Les maladies transmissibles, non transmissibles et maternelles sont liées et imbriquées de façon complexe. Les maladies non transmissibles et les priorités sanitaires définies pour les femmes sont marquées de la même manière par les disparités socioéconomiques dans le domaine de l'accès à l'information et aux soins, ce qui donne lieu à des résultats inégaux en matière de santé. Étant donné que la prévention et la maîtrise de ces maladies, des maladies maternelles et des maladies infectieuses chez les femmes se trouvent face aux mêmes obstacles fondamentaux et aux mêmes solutions, il est indispensable que les défenseurs des droits et de la santé des femmes, ainsi que les experts, se mobilisent autour d'un engagement commun, celui de considérer le droit des femmes à la santé comme un élément de base de l'action à mener pour rendre les femmes rurales autonomes et résoudre les problèmes de développement auxquelles elles sont confrontées. Puisque les femmes doivent porter le fardeau supplémentaire des maladies non contagieuses, il est impératif d'améliorer les systèmes de santé pour qu'ils répondent à leurs différents besoins en matière de santé et s'inspirent d'une conception intégrée de l'adolescence à la vieillesse.

Il importe de comprendre les répercussions sanitaires, sociales et économiques des maladies non transmissibles sur les femmes des pays en développement et les possibilités de synergie avec les domaines d'activité prioritaire actuels en matière de santé féminine pour élaborer des stratégies intégrées qui soient efficaces, viables et adaptées à la situation, et qui répondent au mieux aux besoins des femmes et favorisent leur autonomie sociale et économique. Par exemple, des actions concertées pour prévenir l'infection à papillomavirus humain (HPV), le VIH/sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles offrent l'occasion de lancer des actions synergiques de prévention sanitaire. Les programmes de vaccination contre le papillomavirus humain qui ciblent les préadolescentes non seulement réduisent considérablement l'incidence du cancer du col utérin et la mortalité, mais ils donnent la possibilité d'établir le dialogue avec les jeunes femmes en leur proposant des informations sur la santé et l'autonomisation, ce qui peut permettre de mettre en

valeur des comportements sains parmi les mères qui ont participé à la consultation avant la vaccination de leur fille.

Vu le rôle important que jouent l'action préventive et la lutte contre les maladies non transmissibles au regard de la santé, du bien-être et de l'indépendance des femmes sur le plan économique, ainsi qu'au regard des finances et des ressources des gouvernements, les organismes des Nations Unies, les institutions multilatérales, la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé se doivent de prendre acte et se préoccuper de l'ampleur et des conséquences possibles de cette charge pour les femmes.

La Commission de la condition de la femme, dans le rapport sur sa cinquante-deuxième session (E/2008/27), a souligné combien il était important d'aborder la question de la santé des femmes comme un élément essentiel du financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Des politiques plus efficaces et une augmentation de l'aide au développement destinée à enrayer le cancer et les maladies non contagieuses constituent une priorité mondiale urgente qui va dans le sens de l'autonomisation des femmes et d'autres groupes vulnérables. Comme il est indiqué dans le Working Paper 228 du Center for Global Development (« Where Have All the Donors Gone? Scarce Donor Funding for Non-communicable Diseases », 2010), moins de 3 % du montant total de l'aide mondiale au développement de la santé – publique et privée – est alloué à l'action préventive et à la lutte contre les maladies non transmissibles. Dans le cas du cancer, même si les pays à revenu faible ou intermédiaire supportent 85 % de la charge imposée par le cancer au niveau mondial (mesuré en années de vie corrigées du facteur incapacité), selon les estimations, seulement 5 % des ressources affectées à la lutte contre le cancer est consacré à ces pays, si l'on en croit un article de *The Lancet* écrit par Paul Farmer et consorts (« Expansion of cancer care and control in countries of low and middle income: a call to action », 2010).